

Les brevets logiciels : une histoire de fous !

« Les entreprises trouvent plus intéressant de gagner de l'argent en se faisant mutuellement des procès qu'en créant vraiment des produits. » Tel est le cinglant résumé de ce récent éditorial du Guardian qui prend appui sur l'actualité, dont le fameux rachat de Motorola par Google, pour nous livrer un constat aussi amer qu'objectif^[1].



« Les brevets étaient censés protéger l'innovation. Maintenant ils menacent de l'étouffer. » Voilà où nous en sommes clairement maintenant.

Un nouvel exemple d'un monde qui ne tourne pas rond. Un nouvel exemple où le logiciel libre pourrait aider à améliorer grandement la situation si le paradigme et les mentalités voulaient bien évoluer.

Brevets logiciels : une histoire de fous

Software patents: foolish business

Éditorial du Guardian - 21 août 2011 (Traduction Framalang : Goofy et Pandark)

Les entreprises trouvent plus intéressant de gagner de l'argent en se faisant mutuellement des procès qu'en créant vraiment des produits.

La plupart des gens comprennent les raisons et les arguments en faveur des brevets industriels. Ces derniers fournissent à un laboratoire pharmaceutique — qui a investi une fortune dans le développement d'un nouveau médicament — une sorte d'opportunité pour, pendant une période limitée, rentabiliser sa mise initiale avant que le reste du monde ne puisse en faire des versions moins chères. Mais les brevets logiciels, bien que semblables au plan juridique, sont très différents sur le plan pratique. Quand Google a racheté la division téléphone mobile de Motorola pour 12,5 milliards de dollars la semaine dernière, l'événement a fait des vagues dans le commerce comme dans l'industrie, parce qu'il ne s'agissait pas d'acheter les mobiles de Motorola mais son portefeuille de plus de 17000

brevets logiciels, denrée devenue la poudre d'or de l'âge numérique.

Les brevets constituent une industrie qui brasse plusieurs milliards, et les entreprises trouvent plus intéressant de gagner de l'argent en se faisant des procès qu'en créant un produit. Jusqu'au milieu des années 90 l'industrie informatique — Microsoft compris — étaient opposée à cet abus de licences, essentiellement parce que l'industrie était suffisamment innovatrice pour pouvoir se passer de la protection des brevets, qui de toutes façons incluaient des avancées technologiques relativement ordinaires, considérées comme la routine du travail d'ingénieur.

Puis, la tentation entra en scène. Les juristes des entreprises prirent conscience qu'ils pouvaient poursuivre les autres pour infraction aux brevets souvent achetés par lots. Ils furent rejoints par des entreprises « troll », constituées dans l'unique but d'acheter des brevets et de faire des procès aux autres entreprises et aux développeurs, sachant pertinemment que la plupart accepteraient une transaction à l'amiable plutôt que d'affronter les coûts prohibitifs de leur défense juridique. Les entreprises qui étaient précédemment opposées aux brevets logiciels se sont aujourd'hui lancées dans la course à l'armement. Microsoft a accumulé un gigantesque arsenal de brevets et peut taxer un fabricant comme HTC à raison de 5 dollars par téléphone portable vendu — même si le système d'exploitation Android (développé par Google) utilisé sur les téléphones HTC est « open source » et supposé disponible pour tous. Avec des centaines, si ce n'est des milliers de brevets maintenant en jeu dans un téléphone mobile, il est pratiquement impossible de ne pas enfreindre un brevet d'une manière ou d'une autre. Dans le même temps Google, confronté au puissant aspirateur à brevet de ses rivaux, a été contraint de s'acheter son propre portefeuille en réaction d'auto-défense.

Les brevets étaient censés protéger l'innovation. Maintenant ils menacent de l'étouffer. De telles acquisitions peuvent entraîner les entreprises de technologies de l'information bien loin de leur cœur de métier. Une recherche universitaire menée par le Berkman Center for Internet and Society a montré que les brevets logiciels n'ont procuré aucun bénéfice à l'industrie du logiciel, et encore moins à la société dans son ensemble. C'est dramatique, car un grand nombre d'entreprises qui étaient auparavant opposées aux brevets logiciels se sont ralliées à ce système, rendant plus difficile de trouver une solution efficace. Une fois de plus les consommateurs sont vent debout contre les entreprises. Où sont

les forces régulatrices quand on en a besoin ?

Notes

[1] Crédit photo : Kalidoskopika (Creative Commons By-Sa)